

VIENT DE PARAÎTRE

— Jacques Blondel, Guy Barruol et Régis Vianet directeurs, *L'Encyclopédie de la Camargue*, Buchet Chastel, 2013.

Pas moins de 150 auteurs ont participé à cette belle encyclopédie qui étudie aussi bien le milieu naturel, l'histoire que les arts et la culture sous une forme accessible à tous.

— Louis Viany, *L'avenaire de lus / Le découvreur de lumière*, poème provençal avec traduction française sur la vie de Van Gogh, St Rémy de Provence, Centre de Recherche et d'Etudes Méridionales, 2013, 236 pages¹. Cette œuvre a reçu le Prix Mistral 2009 : « L'on n'entend pas tous les jours une voix neuve, forte, qui tient sa tonalité sur des centaines de strophes (...) Et l'on ne voit pas tous les jours un poème qui (...) force le respect par ses visées ambitieuses, par un héroïsme de langue et d'écriture faisant écho, clairement, à son sujet » (C. Mauron).

— Revue *L'Astrado* n° 48 consacrée à *Charles Galtier (1913-2004)*, Berre, 2013, 150 pages². Des études sur l'œuvre littéraire, ethnologique et linguistique de C. Galtier.

¹ Commande pour 6,50€ au CREM, Chemin de Roussan et cornud, 13210 Ste Rémy de Provence.

² Commande à L'Astrado Prouvençalo, 7 les Fauvettes, 13130 Berre.

EN SOUSCRIPTION

Modèles linguistiques Collection hors série : Langues et cultures patrimoniales **I. Béarn et Gascogne**

Textes réunis par André Joly, Dairine NÍ Cheallaigh et Jean-Marie Puyau

Fort volume 16 x 24, entre 450 et 500 pages, nombreuses illustrations, noir et couleur. Sortie prévue : décembre 2013-janvier 2014. Prix de souscription : 25 euros (frais de port inclus) jusqu'au 31 décembre 2013. payable par chèque à l'ordre de : Modèles linguistiques, 14, rue des Pyrénées, 64190 Gurs.

Table des Matières

Avant-propos

I. Questions de dénomination

1. Introduction

Henriette WALTER : « Langues régionales et français régional »

2. Langues régionales et institutions nationales

Élodie CANUT : « Le droit, allié ou ennemi des langues régionales ? »

3. Pour une politique de la langue.

Philippe BLANCHET : « L'identification des langues : une question-clé pour une politique scientifique et linguistique efficiente. L'exemple des catégories béarnais, gascon, occitan »

4. Manifeste pour la reconnaissance du béarnais et du gascon

II. Perspectives historiques

5. Jean-Pierre BRETHERS : « Et l'Aquitaine devint romaine »

6. Guilhem PEPIN : « Genèse et évolution de l'identité gasconne du haut Moyen Âge au XVI^e siècle »

7. Christian DESPLAT : « Lou nouste Enric : une langue régionale pour un mythe national »

8. Joseph MIQUEU : « Le Cercle Historique de l'Arribère (C.H.AR) à l'assaut de l'histoire », propos recueillis par André Joly

III. Les mystères de la toponymie gasconne et béarnaise

9. Jean-Louis MASSOURRE : Transparence(s) et obscurité(s) de la toponymie pyrénéenne »
10. Geneviève MARSAN : « Mémoire pastorale : éléments de toponymie des montagnes d'Ossau »
11. Joseph REBENNE : « Essai sur la toponymie non romane de la plaine de Nay »
- IV. La langue : structure sémantico-syntaxique et graphie
 12. Jacques STAES : « Jean-Désiré (dit Vastin) Lespy (1817-1897), le père de la graphie béarnaise : éléments d'une biographie »
 13. Jean-Marie PUYAU : « Lespy 1858 et 1880 : deux grammaires, deux points de vue »
 14. André JOLY : « Particules énonciatives et subordination : le béarnais est-il une "langue d'oc" ? »
- V. Point de vue sociolinguistique
 15. Bernard MOREUX : « Les langues d'oc d'Aquitaine : compétences, dénominations. Une lecture non occitaniste de l'enquête sociolinguistique du Conseil régional d'Aquitaine »
- VI. Patrimoine culturel et culture populaire
 16. Geneviève MARSAN : « Le théâtre populaire de Yan dou Sabalot »
 17. Geneviève LAULHERE : « La tradition vocale en Béarn »
 18. Jacky DECAUNES : « Ernest Gabard, sculpteur béarnais, "créateur" de Caddetoû »
- VII. D'hier à aujourd'hui : conversations avec...
 19. Joseph MIQUEU : « Le Béarn des Mousquetaires et des soldats du Roi », conversation avec André Joly
 20. Alexis ARETTE : « C'est la poésie qui fait le poète », conversation avec Marilis Orionaa
- VIII. Petite anthologie de la Renaissance à nos jours
- IX. Bibliographie sélective
- X. Table des matières

COMPTES RENDUS

Costa, J. et Gasquet Cyrus, M. (éds), 2013, *Aspects idéologiques des débats linguistiques en Provence et ailleurs*, revue Lenguas n° 72-2012, Montpellier, Presses Universitaires de la Méditerranée, 158 p.

Voici un volume consacré à une question importante pour les études du domaine d'oc et plus largement pour les langues minoritaires en France et au delà. Les coordonnateurs du n° ont d'ailleurs pris soin d'adjoindre à des textes majoritairement consacrés à la Provence et au domaine d'oc (4 sur 7) trois textes consacrés au corse, au valencien et une langue amérindienne du Costa Rica, le malecu. Je me concentrerai, pour les lecteurs de notre revue, sur les textes envisageant le domaine d'oc.

Les coordonnateurs ont choisi comme porte d'entrée dans la question de la « revitalisation » des langues minoritaires, et notamment du provençal, les débats publics où interviennent associations militantes ou non, politiques élu-e-s des collectivités concernées, journalistes, enseignant-e-s, chercheur-e-s, etc. L'idée, justifiée dans l'introduction, est bonne : les discours sont en effet un élément significatif et important pour analyser et comprendre une situation, à condition de ne pas les interpréter en eux-mêmes et pour eux-mêmes, isolément de leurs conditions de production / circulation / réception et de leurs rapports aux référents dont ils parlent et qu'en même temps ils constituent. Pour inscrire les débats dans cette dynamique interprétative, il faut, étant donné ce sur quoi ils portent ici, une théorie linguistique des langues ou, mieux, une théorie sociolinguistique des pratiques linguistes, une théorie de la *minoritarisation* (pour employer un terme issu de ma propre théorie) ou apparentée, une

théorie des politiques linguistiques ou une théorie glottopolitique, une théorie du social, un cadrage épistémologique (c'est-à-dire une théorie de la connaissance produite et agie par la recherche) et une éthique (c'est-à-dire un ensemble supérieur de valeurs grâce auxquelles on fait des choix). Et lorsque l'on parle d'*idéologie dans les débats*, la moindre des choses serait d'en donner une ou des définitions (et pas seulement celle d'*idéologie linguistique* d'A. Jaffe p. 10 qui, en fait, recouvre seulement celle de *représentations sociolinguistiques* telles que les définissent de nombreux chercheurs)³.

Et c'est là la faiblesse de ce volume. Malgré ce qu'annoncent les coordonnateurs dans leur introduction, on cherchera en vain ces dimensions dans les études portant sur la Provence (on la trouve, en revanche, quoique de façon allusive, dans l'étude de R. Colonna sur la Corse). L'introduction elle-même est un peu rapide sur certains points. Ainsi, la présentation de deux principaux points de vue « scientifiques » sur la catégorisation des langues p. 13 et 17 est tellement schématique qu'elle en devient simpliste : je ne connais aucune théorie sociolinguistique qui définisse les langues uniquement à partir des représentations des locuteurs (et pas la mienne, je le précise puisque je suis abondamment mentionné dans ce texte sans avoir été lu de près) ni aucune théorie linguistique qui les définit uniquement par élaboration d'un diasystème, et surtout sans aucune théorie glottopolitique associée. De même, p. 11 leur problématique pose implicitement que « la langue » existe comme réalité objective, qu'elle pourrait être dissociée d'autres enjeux⁴ et qu'il y aurait donc

³ En fait on n'en trouve une, brièvement, avec des références, que dans le texte de C. Sánchez Avendaño à propos du Malecu, p. 154 et 172.

⁴ La phrase conclusive du volume montre bien les effets de l'absence de théorie sociolinguistique pourtant essentielle sur ces questions : « les mouvements de revitalisation linguistique parlent (aussi) d'autre chose que la langue » (p. 191). On a envie de répondre : « sans blague ? ». Comme si

« une apparente contradiction entre la volonté affichée par des militants (...) de ‘sauver une langue’ et l’idée que ce sauvetage ne peut avoir lieu ou ne vaut la peine que sous certaines conditions : en général que les partisans d’un autre point de vue sur la langue n’imposent pas leur propre vision de la langue »

comme s’il s’agissait de la même langue avec les mêmes enjeux quel que soit le point de vue. Alors même que p. 15 ils partent du principe que

« les langues sont des constructions historiques et que la langue à sauver est elle-même une construction qui répond à des intérêts particuliers, historiquement et socialement situés »

ce avec quoi on peut être en accord d’un point de vue sociolinguistique, sauf sur le terme *intérêt* qui est réducteur pour rendre compte des motivations des acteurs qui peuvent relever aussi (et le plus souvent) de philosophies politiques, de projets de société ou d’écologie linguistique et culturelle dont la langue n’est qu’un élément.

Du coup on a l’impression que les débats entre « mouvements militants » (pour faire simple) sont des débats « hors sol », sans aucun ancrage dans le reste du corps social, sans contexte, sans enjeux sociolinguistiques ni plus précisément glottopolitiques, voire sans enjeux en termes de projets de société. Il n’est jamais fait usage d’aucune enquête sur les positions et avis dans le corps social quant aux découpages et noms des langues, quant aux choix graphiques, etc. ni même quant aux pratiques elles-mêmes et à l’avenir de la *langue dite régionale* (pour employer des termes vagues). Le débat n’est jamais contextualisé dans les profondes mutations démographiques, économiques, politiques, culturelles et bien sûr linguistiques qui ont affecté la région provençale entre 1960 et aujourd’hui.

les « langues » n’étaient pas indissociablement intriquées dans l’ensemble des enjeux sociopolitiques...

Comme si tout se résumait, finalement, à des guerres d'influences entre associations soutenues de parts et d'autres par quelques politiques et quelques universitaires, dans un monde clos, et dont l'enjeu serait limité à de la visibilité, quelques subventions voire quelques rares postes ici ou là, le tout pouvant porter sur tout et n'importe quoi, dès lors que ça interpelle suffisamment les politiques et les universitaires, voire quelques médias locaux : les pois-chiches ne suffiraient pas, mais tout sujet vaguement social marcherait, alors pourquoi pas la nébuleuse « langue(s)-culture(s)-identité(s) régionale(s) » ? Or, les motivations des activistes, des militants, des acteurs sociaux à propos des langues minoritaires, sont d'un tout autre ordre et rencontrent, certes de façon reconfigurée, des préoccupations très présentes dans une partie non négligeable de la société régionale, comme d'autres études l'ont montré en Provence et ailleurs.

Un point significatif de ce manque de profondeur est l'absence quasi totale d'inscription de ces débats *et de ce sur quoi ils portent* dans une historicité. Il y a certes le premier texte de Ph. Martel sur les débats lors de l'émergence de la première militance provençale et plus largement d'oc (avec déjà justement une tension entre ces deux dimensions), autour du Félibrige, entre 1860 et 1910, dont l'auteur nous dit en conclusion qu'« ainsi se préparent les clivages qui entre 1945 et 1950 vont amener à la rupture définitive entre les Occitans — eux-mêmes d'ailleurs divisés — et le camp des ultras du mistralisme » (p. 45) mais sans aucun lien explicité avec les débats des années 1970-2010 qui apparaissent fondés au moins en partie sur d'autres positionnements et dans un contexte très différent, et surtout sans qu'aucun lien ne soit fait, une fois de plus, avec ce sur quoi portent (ou prétendent porter, soyons prudents) ces débats : une ou des langue(s) et pratiques linguistiques y compris leur volet littéraire et leurs enjeux sociaux.

Excepté cette incursion dans un passé un peu lointain, aucune mise en perspective historique n'apparaît dans les études

suivantes de D. Dossetto ni de J. Costa, tous deux focalisés sur une certaine actualité (en gros, les années 2000), ce qui n'est pas sans intérêt notamment dans le travail de J. Costa qui a le mérite de mener une analyse sérieuse et claire. La période d'émergence ou de reconfiguration du débat glottopolitique provençal autour de l'opposition occitanisme / provençalisme (années 1970-90) est à peine mentionnée, alors même que la situation actuelle en est la continuation directe (et que certain des textes cités comme récents en proviennent, ce que visiblement les auteurs ignorent). Et pourtant, J. Costa, dont les sources bibliographiques sont nombreuses et bien informées, cite p. 19 la publication que j'y ai consacrée en 2004 dans *l'International Journal of the Sociology of Language*.

Dès lors, ce volume n'apporte à ceux qui s'intéressent au domaine d'oc que des informations nombreuses, éparses voire hétéroclites, dont la méthode de collecte, plus journalistique que scientifique, n'est pas explicite, et donc dont la fiabilité est en question. On y rencontre des approximations voire des erreurs pour qui connaît ces questions de près. Pour ne prendre qu'un exemple : contrairement à ce qu'affirme M. Gasquet-Cyrus dans son témoignage conclusif p. 181-182 et à ce que laisse entendre de façon contradictoire D. Dossetto p. 62 (dont la note est impayable : elle reproche à un document du Collectif de ne pas mentionner ma participation à une activité du Collectif tout indiquant — sans me nommer⁵ — que je n'y ai pas participé !), je n'ai aucune fonction ni aucun rôle actif d'« accompagnement » au sein du Collectif Provence, ce que confirme une recherche sur le site du Collectif ou en associant mon nom et celui du Collectif sur un moteur de recherche internet. Cela ne m'a bien sûr pas

⁵ Il y a lieu de s'interroger sur la stratégie douteuse de D. Dossetto qui fait allusion de nombreuses fois à mes travaux, mes positions (mal comprises) ou leurs utilisations dans les discours militants, sans jamais me nommer ni y faire de références explicite en bibliographie, alors qu'elle cite explicitement des universitaires ayant d'autres positions, H. Boyer ou Ph. Gardy.

empêché, ayant consacré une partie (désormais minoritaire) de mes travaux à la situation sociolinguistique provençale (dont les spécialistes se comptent sur les doigts d'une seule main), étant écrivain en provençal et auteur de manuels et dictionnaires de provençal, d'avoir pu être présent à telle ou telle rencontre ou formation auxquelles j'étais invité à donner mon avis, souvent comme conférencier, durant les 30 dernières années, par de nombreuses associations locales ou régionales. Mais confondre cette activité, confondre le fait que, mes travaux étant publics, ils sont cités par qui le souhaite sans avoir à me demander mon accord, avec le fait que je serais (et plus ou moins en sous-main) l'un des acteurs principaux du Collectif, est un amalgame non seulement erroné mais malhonnête. En bonne méthode ethnographique, la moindre des choses aurait été de mener un entretien avec moi.

La notion de militance est d'ailleurs curieusement et paradoxalement élargie dans ce volume à tout forme de point de vue explicite (p. 17 par ex.) mais mise à distance par une prétendue *neutralité* ou *objectivité* (revendiquées par M. Gasquet-Cyrus, p. 190 par ex.) qui, dès lors, signifierait une absence totale de point de vue. Une telle absence est humainement impossible⁶ et il y a en sciences humaines et sociales un vaste ensemble de réflexions épistémologiques nuancées sur la question de l'inévitable subjectivité et de l'engagement des chercheur-e-s (dont un courant qui le pense nécessaire). Mais il n'y a pas non plus, dans ce n° de *Lengas*, de réflexion ni épistémologique ni éthique sur la question de l'implication des chercheurs qui revient pourtant tout au long de ce volume.

Du coup, les trois textes en contrepoint comparatifs sur le corse, le valencien et le malecu semblent sans rapport avec cet

⁶ Ainsi, le titre de la contribution de V. Flor : « Sécessionnisme linguistique et revitalisation linguistique en pays valencien » pose un point de vue : le terme *sécessionnisme* implique qu'il y ait eu auparavant une unité. On ne saurait le reprocher à l'auteur dès lors que ce point de vue est explicite.

ensemble confus de considérations désordonnées sur le débat provençal.

Au final, on a surtout l'impression d'un volume élaboré par les deux coordonnateurs (qui signent trois textes sur sept à eux seuls), empêtrés dans une situation locale complexe et tendue, pour donner des gages de « neutralité » aux acteurs à la fois universitaires et associatifs, voire politiques, de diverses convictions sur le sujet : « essayer de produire un travail 'objectif' dans de tels contextes (...) nécessite des précautions ou des mises au point explicites sous peine d'être enrôlés dans un camp » (p. 190). On peut comprendre cette volonté (même si on peut ne pas être d'accord avec la déclaration de neutralité), mais ça ne méritait pas un volume entier de type « recherche scientifique distanciée », — surtout dans une revue dont on connaît le parti pris très clair au sein du débat en question (parti pris, qui, au passage, n'est pas mentionné dans les textes, malgré la recherche de « précautions et de mise au point explicites » annoncée comme objectif du volume par ses coordonnateurs).

Philippe Blanchet

*

Redéfinir une politique publique en faveur des langues régionales et de la pluralité linguistique interne, rapport présenté à la Ministre de la culture et de la communication par le Comité consultatif pour la promotion des langues régionales et de la pluralité linguistique interne, 2013, 105 pages⁷.

⁷ Disponible sur :

<http://www.culturecommunication.gouv.fr/Actualites/Missions-et-rapports/Redefinir-une-politique-publique-en-faveur-des-langues-regionales-et-de-la-pluralite-linguistique-interne>

Ce rapport est précédé d'un bref résumé qu'il nous semble utile de donner ici avant d'en faire quelques commentaires.

Résumé du rapport du Comité consultatif

Installé par la ministre de la culture et de la communication, Aurélie Filippetti, le 6 mars 2013, le *Comité consultatif pour la promotion des langues régionales et de la pluralité linguistique interne* avait pour mission « d'éclairer les pouvoirs publics sur les modalités d'application des trente-neuf engagements pris par la France en signant la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires, et plus généralement de formuler des recommandations visant à favoriser la pluralité linguistique interne à notre pays ».

N'ayant pas pour mandat de résoudre le problème d'ordre constitutionnel posé par la ratification de la Charte, il s'est attaché à dresser un bilan de la politique conduite par la France, au regard des trente-neuf engagements pris au titre de la Charte et, au-delà, à faire des propositions en vue de redéfinir une politique publique en faveur des langues régionales et de la pluralité linguistique interne.

Il a estimé que cette politique – dont l'objet est d'assurer la préservation et de développer la vitalité des langues parlées sur le territoire de notre pays – s'inscrivait aussi dans des objectifs de solidarité et d'égalité des droits, de respect des engagements internationaux de la France et, plus généralement, de rayonnement économique et culturel de notre pays.

Depuis une quinzaine d'années, des avancées ont été réalisées dans les domaines d'action répertoriés par la Charte : l'enseignement en langue régionale a connu une croissance régulière de ses effectifs, mais qui est restée inégale selon les territoires et les langues; celles-ci ont été progressivement reconnues dans les domaines de la création culturelle et du patrimoine, des médias, ou des services publics en général, mais cette reconnaissance a eu des retombées limitées, malgré l'inscription en 2008 des langues régionales dans la Constitution.

Ces progrès ont généralement été le résultat des efforts conjugués de l'État, des collectivités territoriales et des services publics, des associations et de l'ensemble des acteurs de terrain.

Les enquêtes dont le Comité a pu prendre connaissance montrent toutefois que le déclin de la plupart des langues régionales parlées en France métropolitaine, lié à l'extinction croissante de la transmission familiale et à la mobilité géographique, n'est pas enrayé.

Aussi le Comité propose-t-il de donner une nouvelle impulsion aux dynamiques existantes.

Cette relance passe par un acte juridique fort, qui pourrait prendre la forme d'une loi, complétée d'un Code des langues de France susceptible de rassembler l'ensemble des normes applicables aux langues régionales, avec le triple objectif de confirmer l'implication de la communauté nationale, de clarifier le droit et d'élargir le rôle des collectivités territoriales sur la base d'une responsabilité partagée avec l'État.

Cette intervention législative doit avoir pour corollaire une campagne d'information et de sensibilisation, afin de mieux faire connaître à l'ensemble des citoyens français la réalité des langues de France aujourd'hui, en ce qu'elles participent à l'identité et à la culture de notre pays.

Cette politique passe également par la reconnaissance de la diversité des langues concernées: langues régionales et langues non-territoriales, langues parlées en France métropolitaine et dans les Outre-mer, langues transfrontalières, langues solidement implantées et langues en situation de précarité.

Aussi, un travail approfondi de révision de la liste des langues de France établie par la délégation générale à la langue française et aux langues de France, qui devra relever d'un comité d'experts dûment mandatés, doit permettre, en affinant leur classification, d'offrir aux pouvoirs publics un « baromètre » de la situation de chaque langue.

Les pouvoirs publics pourront ainsi mettre en œuvre des politiques différenciées, en fonction de la responsabilité de l'État à l'égard de la protection de chacune de ces langues. Prendre en compte la spécificité des Outre-mer est, à cet égard, essentiel.

De manière complémentaire, le Comité estime qu'il est indispensable de poursuivre et de renforcer les politiques sectorielles déjà engagées :

- l'éducation et plus particulièrement les premiers apprentissages demeurent la priorité, compte tenu de leur rôle dans la transmission intergénérationnelle des savoirs et des pratiques ; la loi de refondation de l'école du 9 juillet 2013 donne désormais une assise juridique solide pour développer l'offre d'enseignement sur le territoire, former davantage de personnels compétents, et réformer profondément l'enseignement des langues dans les Outre-mer. Une articulation avec l'apprentissage des langues étrangères s'impose ;
- la culture donne la curiosité et l'envie d'apprendre ces langues; elle relève d'une compétence partagée entre l'État et les différents niveaux de collectivités territoriales; le Comité fait des propositions afin de favoriser l'accès des créations en langues régionales aux dispositifs de soutien de droit commun, et afin de mettre davantage à profit les technologies numériques pour faciliter l'accès des citoyens au patrimoine en langue régionale ;
- dans le domaine des médias, le Comité recommande que l'expression en langues régionales occupe une place accrue dans les médias audiovisuels en régions et que l'émergence des chaînes d'information par internet, ainsi que les besoins en formation dans ce secteur, puissent être réellement pris en compte dans la répartition des moyens publics, grâce à un Fonds prévu à cet effet ;
- enfin, l'accès aux langues régionales dans la vie sociale, administrative et économique doit être facilité afin de donner une plus grande visibilité aux langues régionales au quotidien ; cet effort passe notamment par une clarification du droit applicable dans le fonctionnement des services publics, qui pourrait prendre la forme de chartes d'usage des langues régionales. Il passe

également par un encouragement aux médiations bilingues, notamment dans les domaines des transports et des services sociaux, et par le développement de la formation professionnelle des agents.

C'est dans la mesure où ces propositions feront l'objet d'une politique publique globale et coordonnée qu'elles contribueront à libérer les pratiques et pourront avoir un impact significatif. La France pourra alors donner tout son sens à l'expression de sa diversité culturelle, dont la vitalité des langues parlées sur son territoire est un volet essentiel.

Précisons tout de suite une chose. L'intitulé de la commission et de son rapport est ambigu : par *pluralité linguistique interne* il faut entendre « langues de France autres que le français » (dont la liste reste à préciser) et non pas, comme usuellement, « pluralité interne à une langue » (par exemple diverses façons de parler et d'écrire le français).

Les rapports sur les langues dites « régionales » ou « de France » (appellation plus ouverte) sont devenus désormais relativement récurrents en France : rapport Giordan en 1983, rapport Poignant en 1998, le présent rapport en 2013, soit un rapport tous les 15 ans, qui d'ailleurs soulèvent toujours les mêmes problèmes, continuent à constater la dégradation des pratiques, et proposent des mesures relativement similaires dont on peut dès lors se demander si elles ont effectivement été mise en œuvre (pour la plupart la réponse est non) et, lorsqu'elles l'ont été, pourquoi elles ont été si peu efficaces (la réponse est parce qu'elles n'étaient pas appropriées ou ont été mal mises en œuvre).

Ce rapport, clair et n'occultant pas les questions même difficiles, présente l'intérêt de faire quelques propositions nouvelles et le défaut de reprendre les mêmes discours inefficaces que les rapports précédents.

Parmi les innovations, on notera l'importance accordée à une redéfinition critique de la liste des langues concernées, parce qu'on reconnaît que la question de la distinction « langue » /

« dialecte d'une langue » est difficile à établir et qu'on a affaire, dans le rapport Cerquiglini de 1999 qui a complété le rapport Poignant et la signature par la France de la Charte européenne des langues régionales et minoritaires, trois cas problématiques : celui des créoles d'origine française des départements d'outre-mer (dont la répartition très éclatée sur le globe et les différences fortes rend discutable un regroupement comme celui effectué dans le CAPES de créole au singulier) ; celui des langues d'oïl (identifiées comme formant de nombreuses langues distinctes entre elles et du français), celui enfin, bien connu, de l'occitan / langues d'oc (« où certaines variétés, telles que le béarnais, le gascon, le nissard, ou le provençal, font l'objet de certaines demandes de reconnaissance récurrentes », p. 15). On regrette que la porte ainsi ouverte soit aussitôt un peu refermée par ce commentaire :

« toutefois, il appelle l'attention sur les conséquences, sur le plan administratif et opérationnel, d'un émiettement du nombre des langues régionales. Celui-ci peut être un réel obstacle au développement des principales langues régionales. Il peut rendre plus difficile l'atteinte d'une masse critique de locuteurs, condition nécessaire pour disposer d'un matériel pédagogique adapté, ou de médias susceptibles de rayonner sur une audience suffisante. Cette difficulté vaut également pour les CAPES pour lesquels le nombre de postes offerts serait très limité »

alors qu'on sait très bien qu'il y a de nombreuses possibilités de mutualisations de dispositifs et de moyens sans pour autant y confondre les langues qui en seraient l'objet.

La Commission recommande à ce sujet : « que la reconnaissance du caractère distinct ou non de certaines langues ne pouvait être traitée que par des spécialistes en linguistique, didacticiens et pédagogues dûment mandatés », ce qui soulève deux questions : mandatés par qui ? et pourquoi pas des sociolinguistes (pour qui c'est un objet de recherche majeur), sauf à considérer que les sociolinguistes sont des linguistes, ce qui n'est pas unanimement admis.

Bien qu'elle affiche, avec raison, comme premiers axes d'action dans ses recommandations :

1. Promouvoir une meilleure compréhension par la communauté nationale de la valeur patrimoniale et de l'intérêt général des langues de France ;
2. Affirmer l'utilité publique du plurilinguisme en France, en encourageant la possibilité offerte à chaque citoyen de maîtriser plusieurs langues, dont au moins la langue française et la langue parlée sur le territoire où il vit ou celle parlée dans la famille dont il est originaire.

la commission recommande de conforter l'enseignement comme *priorité* d'une politique des langues de France et le rappelle à la fois dans son résumé (ci-dessus) et dans sa conclusion (p. 81). Or toutes les études sur les politiques linguistiques éducatives montrent qu'elles sont inefficaces si elles ne sont pas précédées et accompagnées par la politique de valorisation sociale des langues concernées et du plurilinguisme en général, que la commission appelle de ses vœux (ci-dessus) mais sans en faire une priorité. Concentrer ainsi les moyens humains et financiers (limités) sur l'enseignement est une erreur, ce que confirme d'ailleurs les très faibles résultats de 50 ans d'enseignement des langues régionales en France, sauf exceptions locales. Mais on sait que c'est le secteur le plus investi par la militance, pour diverses raisons (dont l'erreur de politique linguistique en question) y compris parce que c'est l'un des rares secteurs où elle trouve des emplois ad hoc.

A la lecture des annexes, on peut bien sûr s'interroger sur les critères qui ont présidé à la constitution de la commission dont il est clair qu'elle est déséquilibrée sur le plan des conceptions de la question qui y sont représentées, sur les personnes qui y ont été auditionnées (on y rencontre par exemple personne qui soit spécialiste des politiques linguistiques notamment concernant les langues régionales / minoritaires).

Pour ce qui concerne le domaine d'oc, on sera une fois de plus consterné que seuls des personnes ou des organismes de tendance occitaniste aient été membres de la commission ou entendues par elle, et que le rapport aille même jusqu'à ne citer dans son tableau p. 95 comme « institutions » que des associations militantes (et non des « institutions ») du seul bord occitaniste (l'IEO, le CIRDDOC, le « Congrès permanent de la langue occitane »). Aucune personne, pas même un élu ou un chargé de mission, n'a été entendu pour Nice et la Provence (alors même que le rapport souligne le débat portant sur les langues de ces espaces), et le seul Béarnais⁸ (autre cas signalé comme « en débat ») est occitaniste. Il existe pourtant de nombreuses personnalités et organisations (comme l'Alliance des langues d'oc) ayant un autre point de vue, qui a été totalement exclu des travaux, ce qui rend très discutable une partie du rapport portant sur ce domaine et qui invite à ce que les travaux portant sur liste des langues de France ne commettent pas la même erreur partisane.

Philippe Blanchet

⁸ A l'exception de la contribution écrite envoyée spontanément par Jean Laffite, dont on ignore si elle a été prise en compte.